



**CRECQ**

Conseil régional de  
l'environnement du  
Centre-du-Québec

**Pour diffusion immédiate**

## COMMUNIQUÉ

### **Réfection de Gentilly-2; Le CRECQ en accord avec la vision du «choix de société» avancée par le BAPE**

**Le 11 mai 2005.** Le Conseil régional de l'environnement du Centre-du-Québec (CRECQ) a bien accueilli les conclusions du Bureau d'audience publique sur l'environnement (BAPE) concernant la réfection de la centrale nucléaire qui arrivera à la fin de sa vie utile vers 2013. Selon la commission du BAPE, la décision de reconstruire ou non le réacteur de la centrale pour en prolonger la vie de près de 25 ans constitue un choix de société qui devra se fonder sur le développement durable et tenir compte des préoccupations de la population. La commission estime donc que cette décision serait actuellement prématurée compte tenu des questions importantes en suspens.

Le CRECQ déplore toutefois que le BAPE ne reconnaisse pas la possibilité d'utiliser les différentes formes d'énergie verte (éolien, solaire, géothermie,...), l'efficacité énergétique et l'économie d'énergie pour remplacer vers 2011 le rôle énergétique que joue actuellement Gentilly-2. En effet, la commission ne considère que trois solutions pour produire cette énergie : la réfection de la centrale nucléaire, la construction d'une nouvelle centrale au gaz ou l'utilisation de l'énergie des projets hydroélectriques en construction ou en processus d'autorisation. *«Envisager la possibilité de construire une centrale au gaz pour remplacer Gentilly-2 sonne plutôt faux dans le contexte où le nouveau pdg de Hydro-Québec, Thierry Vandal, vient d'annoncer que la société d'état s'engage sur une voie plus écologique et abandonne tout développement de la filière thermique»* d'ajouter Gilles Guay, directeur général du CRECQ.

Rappelons que, en décembre 2004, le CRECQ avait déposé un mémoire dans le cadre des audiences publiques sur le projet de modification des installations de stockage des déchets radioactifs et réfection de Gentilly-2. L'organisme environnemental centricois dénonçait le fait que ces audiences publiques glissaient sur le principal enjeu du projet : le prolongement de la durée de vie de la centrale, considérée comme un fait acquis par la société d'état.

- 30 -

Source : Éric Perreault  
(819) 475-1048